



☐ EPA/EPO/OEB
D-80298 München
☎ +49 89 2399-0
TX 523 656 apmu d
FAX +49 89 2399-4465

Europäisches
Patentamt

European
Patent Office

Office européen
des brevets

Generaldirektion 2

Directorate General 2

Direction Générale 2

Rasson, Catherine
L'OREAL-DPI
6 rue Bertrand Sincholle
92585 Clichy Cedex
FRANCE

Numéros de téléphone:

Examineur chargé de l'instruction +49 89 2399-7245
(questions relatives à l'examen
quant au fond)

Agent des formalités / Assistant +49 89 2399-8081
(questions relatives à la forme et
autres questions)

REÇU 07 AVR. 2003



Demande No. 99 946 286.4-2108	Réf. OA98245/CR	Date 03.04.2003
Demandeur L'OREAL		

Notification établie conformément à l'Article 96(2) CBE.

L'examen de la demande précitée a montré qu'elle ne satisfait pas aux conditions prévues par la Convention sur le brevet européen pour les motifs précisés en annexe. S'il n'est pas remédié aux irrégularités indiquées, la demande pourra être rejetée en vertu de l'article 97(1) CBE.

Nous vous invitons à présenter vos observations et, dans la mesure où il peut être remédié aux irrégularités qui ont été signalées, à y remédier dans le délai

de 4 mois

à compter de la signification de la présente notification. Le délai est calculé conformément aux dispositions des règles 78(2), 83(2) et (4) CBE.

Les modifications de la description, des revendications et des dessins doivent être produites sur des feuilles séparées, en **un exemplaire**, dans le délai susmentionné (règle 36(1) CBE).

Si vous ne déférez pas à cette invitation dans le délai imparti, la demande de brevet européen est réputée retirée (article 96(3) CBE).



LOLOIU C T
1er examinateur
pour la division d'examen

Pièce(s) jointe(s): 4 page/s exposant les motifs (Form 2906)
EP-A-0623656; US-A-5004598; EP-A- 546174

**Bescheld/Protokoll (Anlage)**

Datum
Date 03.04.2003
Date

Communication/Minutes (Annex)

Blatt
Sheet 1
Feuille

Notification/Procès-verbal (Annexe)

Anmelde-Nr.:
Application No.: 99 946 286.4
Demande n°:

Les pièces suivantes de la demande **servent de fondement à l'examen**:

Dans la version pour les Etats contractants:

AT BE CH LI CY DE DK ES FI FR GB GR IE IT LU MC NL PT SE

Description, pages:

1-5 version initiale

Revendications, N°:

1-13 version initiale

La présente notification fait mention des documents suivants:

D1: EP-A-0623656 (pas cité dans le rapport de recherche; copie jointe)

D2: US 5004598 (pas cité dans le rapport de recherche; copie jointe)

D3: EP-A-546174 (cité par le demandeur dans la description)

1. **Objections concernant l'Article 54 CBE**

L'objet pour lequel la protection est demandée dans les revendications 1-7, 9 ne répond pas aux critères de nouveauté et ce pour les raisons suivantes:

Le document D1 (voir notamment les exemples 2 et 4) se rapporte à des émulsions du type huile-dans-eau, contenant:

- i) plus de 20% en poids d'une phase huileuse;
- ii) une phase aqueuse externe continue comprenant au moins un copolymère d'acide polyacrylique modifié en tant que agent stabilisant (0.1-0.2% en poids), ayant les mêmes caractéristiques que les copolymères utilisés dans la présente demande (des polymères commercialisés sous les dénominations Pemulen 2 et Carbopol 1382). Les émulsions décrites dans D1 sont également exemptes des agents tensioactifs usuels et la taille moyenne des globules de la phase huileuse va de 2.3-4.7 microns.

Par conséquent, le contenu de D1 porte des préjudices à la nouveauté des revendications 1-7, 9.



2. Objections concernant l'Article 56 CBE

L'objet de revendications 1-10, 12-13 n'est pas considéré comme impliquant une activité inventive pour les raisons suivantes.

- 2.1. Le document D2 (voir notamment les exemples 1-2) expose une émulsion du type E/H, très stable, caractérisée en ce qu'elle comprend comme gélifiant un copolymère acrylique, utilisable pour l'application sur la peau.

D2 (voir col.1 l.50-63) enseigne que le polymère acrylique modifié fonctionne comme un agent émulsionnant primaire et qu'il n'est pas nécessaire d'y ajouter donc des tensioactifs conventionnels.

L'émulsion susmentionnée comprend:

- 14% en poids d'une huile minérale;
- 0.2% en poids d'un copolymère réticulé de l'acide acrylique avec méthacrylate de stéaryle (2.2% en poids par rapport au poids total des deux monomères), ayant la taille des globules de la phase huileuse allant de 20 à 60 microns.

Les émulsion selon les revendications 1-10 de la présente demande diffèrent de celle décrite dans l'exemple 2 de D2 en ce que:

- a) la phase huileuse constitue au moins 15% en poids;
 - b) la taille de des globules d'huile est inférieure à 20 microns.
- a) En ce qui concerne le premier aspect, une telle légère modification ne justifie pas d'une activité inventive car des émulsions ayant un taux supérieur en phase huileuse, i.e. allant jusqu'à 60% en poids, et néanmoins présentant une bonne stabilité sont aussi enseignées par D2 (voir la revendication 1 et les exemples 5, 7, 10).
- b) En ce qui concerne la taille des globules de la phase huileuse il est bien possible selon D2 (voir col.9 l.32) d'obtenir différentes dimensions, allant de 10 à 100 microns.

La Division d'Examen n'exclut pas la possibilité que la taille des globules d'huile soit essentielle pour la définition de l'invention et apportant donc une contribution par

Datum
Date
03.04.2003Blatt
Sheet
Feuille
3Anmelde-Nr.:
Application No.: 99 946 286.4
Demande n°:

rapport à l'art antérieur i.e. le document D2.

Toutefois, même si un effet, relié à la taille des globules d'huile, selon les revendications 1 et 6, existe, les faits ne sont pas démontrés d'une manière convaincante, pour que la Division d'Examen reconnaisse une activité inventive à l'objets de ces revendications.

- 2.2. D3 (voir les exemples 1-2) se rapporte à un procédé de fabrication d'une émulsion H/E, similaire avec le procédé défini dans la revendication 12, consistant à introduire sous pression la phase huileuse dans la phase aqueuse, à travers une membrane en verre poreux ayant une taille de pores allant de 0.36 à 2.5 microns, à une pression supérieure à la pression critique.

Le procédé décrit selon D3 diffère de celui définie dans les revendications 12-13 seulement en ce que les émulsions obtenues ont une composition différente.

Compte tenu du fait que les émulsion décrites dans les revendications 1-10 ne répondent pas aux critères de nouveauté et/ou d'activité inventive par rapport à D1-D2, l'objet des revendications 12-13 n'implique par conséquent pas d'activité inventive.

3. Objections concernant l'Article 84 CBE

- 3.1. Les revendications 8 et 11 ne se fondent pas sur la description, comme l'exige l'article 84 CBE, vu que leur portée est plus vaste que celle qui est justifiée par la description. L'exposé de l'invention en ce qui concerne "une composition dermatologique" n'est pas suffisant pour permettre à l'homme du métier de réaliser "l'invention" pour toute l'étendue du vaste domaine revendiqué (bien qu'il soit suffisant pour une "invention" portant sur une domaine plus étroit, par exemple l'utilisation cosmétique de l'émulsion des revendications 1-9).
- 3.2. Le demandeur est prié de supprimer les discordances entre les revendications 5, 12 et respectivement les pages 3 (l. 15) et 5(l.20) de la description.
4. Il n'est actuellement pas possible de savoir quelle partie de la demande pourrait

**Bescheid/Protokoll (Anlage)**

Datum
Date
Date

03 . 04 . 2003

Communication/Minut s (Annex)

Blatt
Sheet
Feuille

4

Notificati n/Procès-verbal (Annexe)

Anmelde-Nr.:
Application No.:
Demande n°:

99 946 286 . 4

servir de base à une nouvelle revendication susceptible d'être admise. Toutefois, si certains éléments lui apparaissent brevetables, le demandeur est prié de justifier son point de vue en indiquant dans sa réponse toute différence par rapport à l'état de la technique et en précisant l'importance qu'elle revêt. Il conviendrait également, compte tenu des dispositions énoncées à la règle 29(1) CBE, de déposer une revendication indépendante dans laquelle figureraient ces éléments particuliers.

Lors du dépôt de revendications modifiées le texte correspondant de la description devrait être adapté à celui de ces revendications modifiées. Il y aurait lieu de veiller à cette occasion, notamment en ce qui concerne la partie introductive de la description et l'exposé du problème ou des avantages, à ce que l'objet de la demande ne s'étende pas au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée (article 123(2) CBE).